



la Lettre

d'ENSEMBLE!


Faire gagner la gauche et l'écologie

Ainsi, ce que beaucoup attendaient depuis longtemps se réalise. La NOUVELLE UNION POPULAIRE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE (NUPES) rassemble les partis de gauche et écologistes avec un but : gagner les élections législatives. Cette bonne nouvelle a été rendue possible par le très bon score de Jean-Luc Mélenchon et l'évolution de la France Insoumise.

Il s'agit maintenant d'agir pour la victoire de ce front uni contre les régressions que nous prépare le second quinquennat de Macron. Le succès est possible si le peuple de la gauche et de l'écologie se mobilise. Pour cela, il convient que des collectifs unitaires se créent dans toutes les circonscriptions pour soutenir les candidatures de la NUPES quelles qu'elles soient.

L'élan est de notre côté. Il est possible qu'après le scrutin des 12 et 19 juin un gouvernement de gauche et écologiste se mette en place afin de concrétiser les propositions des accords qui ont fondé la NUPES. Pour une politique au service de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

Nous contacter :

 contact@ensemble-fdg.org

 [@Ensemblefrontdegauche](https://www.facebook.com/Ensemblefrontdegauche)

 [@Ensemble_FdG](https://twitter.com/Ensemble_FdG)

Un accord historique

NOUVELLE UNION POPULAIRE
ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

C'est donc fait, il y a eu un accord politique – et pas seulement technique – entre LFI, le PCF, EELV et le PS. Ce qui paraissait encore impossible il y a encore quelques

semaines s'est réalisé en quelques jours. C'est historique de trois points de vue. D'abord, parce que cela se fait sous la domination de la gauche radicale tant par le socle programmatique que dans la répartition des circonscriptions. Contrairement à ce que certains pouvaient penser, avec d'ailleurs des conclusions politiques différentes, la gauche radicale peut être le centre de gravité d'une alliance la dépassant. L'unité n'est pas toujours synonyme de plus petit dénominateur commun.

Ensuite parce que cela met aussi à la poubelle l'idée de deux gauches irréconciliables portée aussi bien par Hollande/Valls and co que par une partie de la gauche radicale. Il n'y a d'irréconciliable que le néo/social-libéralisme et la perspective d'une transformation sociale et écologiste. Mais cette opposition ne recoupe pas nécessairement strictement des forces politiques qui peuvent être elles-mêmes divisées en courants opposés comme le voyons actuellement aussi bien au PS qu'à EELV.

Enfin parce que a été mis de côté ce qui a été l'orientation dominante dans LFI ces dernières années : le refus de l'unité à gauche avec la mise en avant de la perspective populiste de « construire le peuple ». Il est de ce point de vue intéressant de relire l'interview de Mathilde Panot le 17 avril au JDD et de le comparer à ce qui s'est passé. Elle affirmait qu'il n'y aurait jamais de négociations avec le PS, que l'unité ne pouvait se faire que par le bas et qu'il n'y aurait pas « une soupe de logos ». Fort heureusement cette orientation n'a pas été mise en œuvre.

Bref, après avoir semble-t-il hésité, la direction de LFI a fait les bons choix, et ce contrairement à 2017. L'objectif d'être majoritaire à l'Assemblée nationale, avec la perspective de Jean-Luc Mélenchon comme premier ministre, était le coup politique audacieux qu'il fallait jouer pour empêcher une démobilisation totale de l'électorat de gauche. Combinée à la nécessité pour les autres forces de ne pas disparaître, il y avait là une opportunité qui a été saisie. Une dynamique est donc enclenchée qui transforme le champ politique.

Reste la suite. Au-delà même de savoir si le pari d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale sera tenu, il faut dès maintenant réfléchir à comment faire en sorte de cet accord électoral se transforme en une construction d'un véritable mouvement politique pérenne, pluraliste et démocratique.

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

DE LA SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE À LA JUSTICE GLOBALE

Déclaration finale adoptée par la délégation du Réseau de solidarité européen avec l'Ukraine (<https://ukraine-solidarity.eu>) et les délégués des mouvements sociaux ukrainiens

Le 24 février 2022, l'impérialisme russe a lancé une agression contre l'Ukraine. Depuis plus de deux mois, le peuple d'Ukraine a mené une lutte inégale contre les forces d'occupation, perdant des centaines de vies et endurant des destructions massives. Alors que nombre de politiciens à l'Ouest comme en Russie pronostiquaient que l'Ukraine tomberait en peu de jours, la grande mobilisation du peuple ukrainien dans toutes les sphères de la vie et le combat héroïque de la résistance ukrainienne montrent à quel point cette vision était erronée. Pourtant, de nombreux pays européens continuent de financer la machine de guerre russe en achetant du pétrole et du gaz russes.

Dans le même temps, le peuple ukrainien est lésé par les réformes adoptées dans l'intérêt des plus riches, avant et même pendant la guerre. Ces décisions politiques ont pour effet de déplacer le fardeau de la guerre sur la majorité de la population. Les exemples sont la réduction des garanties des droits du travail pour les employés et la réduction des impôts pour les propriétaires d'entreprise. Ces changements s'accompagnent d'un démantèlement croissant de la sphère sociale, qui crée des conditions insupportables pour les Ukrainiens touchés par la guerre. Dans ces circonstances, l'Ukraine continue d'honorer ses obligations envers le FMI et d'autres créanciers. Au lieu d'enrichir les créanciers et les banquiers mondiaux, cet argent devrait servir à la défense du pays et à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population. Au contraire, par sa politique, le FMI continue à promouvoir des réformes antipopulaires en Ukraine et entraîne de plus en plus le pays dans la dépendance, sapant son indépendance et rendant difficile la reconstruction du pays.

La destruction des infrastructures, de la production et des quartiers résidentiels soulève la question de la reconstruction de l'Ukraine. À quelles conditions et à quel coût la reconstruction aura lieu après la guerre, c'est une question urgente. Une reconstruction fondée sur la primauté de la politique néolibérale conduirait à une pauvreté encore plus grande et à une oligarchie encore plus forte. La restauration complète de l'Ukraine et de son rôle dans la fourniture de biens de base aux populations les plus défavorisées du monde est impossible sans changer le cours de la politique socio-économique aux niveaux national et mondial. La réponse à l'agression russe doit être la solidarité des peuples du monde.

La victoire de l'Ukraine dans la guerre affaiblira les régimes autoritaires en Syrie, au Belarus et dans d'autres pays, ce qui donnera au monde une réelle occasion d'avancer vers un développement démocratique incluant la justice sociale et environnementale. L'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine sera un pas contre la domination du néolibéralisme, fondée sur l'inégalité et l'exploitation. L'exemple d'une telle politique ouvrira la voie à d'autres pays pour avoir des politiques de développement stables qui ne lèseront pas les plus pauvres en faveur des plus riches par des prêts inéquitable.

Notre gauche, les syndicats, les féministes et les défenseurs des droits de la personne luttent pour la victoire de l'Ukraine et promouvoir sa prospérité après la guerre, notamment :

- Le retrait des troupes russes du territoire de l'Ukraine, particulièrement des territoires occupés des régions de Donetsk et de Lougansk et de la République autonome de Crimée.
- l'aide militaire et humanitaire à l'Ukraine, ainsi que l'imposition de sanctions sévères à l'encontre la Russie de Poutine.
- L'introduction d'un programme social de reconstruction de l'Ukraine, visant à aider la population du pays, plutôt qu'à enrichir les élites commerciales.
- La renonciation à l'achat de combustibles fossiles russes, en entrant dans une véritable transition énergétique pour remplacer les combustibles fossiles par des achats provenant d'autres sources.
- L'abolition de la dette extérieure de l'Ukraine et l'impossibilité de dissimuler des fonds à l'étranger.
- Le soutien à tous les réfugiés, indépendamment de leur nationalité, origine ethnique, religion, etc. L'abolition de toutes les lois et des pratiques discriminatoires.
- La fin des réformes antisociales en Ukraine et l'abolition des frais administratifs élevés qui entravent la participation de la classe travailleuse à la vie politique

Une délégation solidaire en Ukraine

L'organisation « **Sotsialnyi Rukh** » qui nous a reçus est une petite formation de gauche socialiste et démocratique qui est née en 2014 au moment de révolution Maïdan. Elle a besoin de soutien matériel et politique à l'international et en particulier de nos organisations de gauche, écologiste européennes pour qu'elle puisse se renforcer et demain émerger en Ukraine. Se fut pour nous entre autres un des intérêts de ce déplacement. La question est désormais de savoir si cette jeune formation (plusieurs de leurs membres ayant moins de 30 ans) sera en capacité de potentialiser le soutien obtenu par la venue de cette délégation européenne de solidarité à l'Ukraine ou si elle restera petite et marginale. Les organisateurs ont réussi un bel exploit en faisant venir et intervenir une grande partie de l'arc syndical du pays ainsi que de nombreux activistes issus des mouvements féministes, écologistes, pour les droits humains et anti-autoritaires. Ceci reste pour nous le signe qu'il faut poursuivre et amplifier notre solidarité par des échanges concrets (humanitaire et politique) avec eux, démarche bien entendu souhaitée et appelée de leurs vœux.

La délégation européenne du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine comprenait des parlementaires polonais, suisses, danois, finlandais des partis essentiellement « rouge et vert », ainsi que des représentants de mouvements de solidarités anglais, belge, espagnol (Catalogne). Du côté français, des camarades du **NPA, de PEPS et d'ENSEMBLE !** La première journée fut consacrée à la rencontre avec le Parti Razem (Gauche Radicale Polonaise, 6 Députés), avec les associations qui tiennent une maison des solidarités à la frontière polonaise, puis avec des humanitaires polonais.

Le lendemain eut lieu une rencontre avec les responsables du **Forum social Ukrainien** (Sotsialnyi Rukh), qui nous ont présentés leurs activités sur les questions sociales et démocratiques, ainsi que leur vision de la situation politique dans leur pays en état de guerre (soutien au président W. Zelensky sur l'intégrité et la souveraineté de l'Ukraine et l'agression impérialiste de la Russie mais très critique sur d'autres questions comme le social, l'écologie, la démocratie). L'après-midi a été consacré à des échanges avec les syndicats ukrainiens, qui sont généralement dans deux grandes confédérations (la confédération des syndicats et la confédération des syndicats libres). Etait présent un syndicat nouveau et indépendant des deux confédérations qui défend les travailleurs pauvres de la santé, des mineurs et de l'énergie (nucléaire).

Le troisième et dernier jour a été consacré à divers rencontres avec des mouvements féministes, **LGBT, écologiques, de solidarité et libertaires**. Les actions d'aide aux femmes exilées ou déplacées par la guerre, la reconnaissance de la communauté LGBT ont été évoquées. Les mouvements écologistes sont favorables aux sanctions et se concentrent sur la demande d'embargo du pétrole et du gaz russes en exigeant qu'ils ne soient pas remplacés par d'autres énergies fossiles. Un représentant des droits des **Roms** est intervenu : les Roms en Ukraine sont parmi les plus discriminés d'Europe et leur défense avait démarré avant la guerre.

Une déclaration commune a été adoptée, concluant cette rencontre internationaliste.

**Laurence Boffet et
Roland Mérieux**



ALGÉRIE : vers une véritable dictature ?

Deux évènements graves, dont la presse française a bien peu parlé, ont, ces dernières semaines, marqué la situation en Algérie :

1 – Arrêté le 22 février dernier pour ses posts publiés sur les réseaux sociaux dénonçant l'autoritarisme du régime, **Hakim Debbazi**, 55 ans, est mort en prison faute de soins le 25 avril dernier, alors qu'il était toujours en détention préventive. Pour avoir immédiatement exigé la vérité sur cette mort, lui aussi par post sur les réseaux sociaux, **Karim Tabbou**, autre activiste du Hirak bien connu, vient à son tour d'être arrêté et emprisonné.

2- Après 30 années d'existence, lâché par son principal actionnaire l'oligarque Issad Rebrab, première fortune privée du pays, le grand quotidien francophone **Liberté** a définitivement mis la clé sous la porte avec son 9050ème numéro le 14 avril dernier, fermant un peu plus l'accès de la population algérienne à une information pluraliste. Pour beaucoup d'Algérien.ne.s, cette décision d'Issad Rebrab de liquider le quotidien dont il était le propriétaire – il aurait pu le vendre – est aussi la conséquence des pressions directes exercées par le pouvoir algérien pour en finir avec un journal dont il n'acceptait pas la liberté de ton.

3 - Trois ans après le début du **Hirak**, l'Algérie s'enfonce dans un régime de plus en plus brutal et autoritaire, cheminant de la « démocratie » d'hier vers une véritable dictature sur fond de crise économique majeure. Ainsi l'inflation s'écrit désormais à deux chiffres entraînant une valse des étiquettes que bien peu de familles peuvent suivre. L'enjeu majeur est aujourd'hui pour nous d'aider à desserrer ce verrou répressif et autoritaire qui se referme sur le pays pour permettre à la société algérienne de reprendre son auto-organisation et ses mobilisations. La lutte pour le soutien au **Hirak** est une voie, à l'évidence étroite et complexe, qui exige que toute la gauche, associative, syndicale et politique, s'y engage.

